



RAPPORT FINAL

Première Réunion du Comité de Pilotage du Projet d'appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (Projet Stock CEDEAO)

Hôtel Sarakawa, Lomé, République Togolaise

22 mars 2016

I. INTRODUCTION

A l'initiative de la Commission de la CEDEAO et des partenaires, et sur invitation de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), s'est tenue, le 22 Mars 2016 à Lomé, République Togolaise, la 1^{ère} réunion du Comité de Pilotage du Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest (Stock CEDEAO).

Le projet Stock CEDEAO est un projet de 56 millions d'Euros financé par la Commission de l'Union Européenne à travers la convention de financement CEDEAO-UE numéro ROC/FED/24-947 et mis en œuvre à travers 3 autres conventions de financement, qui sont les suivantes :

- une convention de délégation entre l'UE et l'Agence Française de Développement (AFD) pour les composantes 1, 2 et 3
- un contrat de subvention entre l'UE et le Centre Régional AGRHYMET du CILSS pour la composante 4 ;
- une convention de délégation entre l'UE et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) pour la composante 5.

La Délégation de l'Union Européenne du Burkina Faso gère directement une partie du financement (imprévu, communication et visibilité, suivi-évaluation et audit).

La 1^{ère} réunion du Comité de Pilotage avait pour objectifs :

- (i) d'apprécier le rapport technique et financier de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
- (ii) d'apprécier le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) pour la période de janvier à décembre 2016 ;
- (iii) de faire des recommandations pour l'amélioration de l'exécution des activités.

L'ARAA a assuré la préparation et le Secrétariat technique de la réunion du Comité de Pilotage.

Ont pris part aux travaux les représentants suivants des organisations/structures membres du comité de pilotage :

1. **Président** : le Commissaire chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau (AERE) de la Commission de la CEDEAO, M. Tchambakou AYASSOR ;
2. **Secrétariat** : le Directeur Exécutif de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA) de la CEDEAO, M. Ousséini SALIFOU.
3. **Membres** :
 - le Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural de la Commission de la CEDEAO, M. Alain Sy TRAORE ;
 - le Directeur des Affaires Humanitaires de la Commission de la CEDEAO, M. Daniel EKLU ;
 - le Représentant du Secrétaire Exécutif du CILSS, M. Antoine SOME ;
 - les Représentants de la Commission de l'Union Européenne, M. Stéphane MEERT de la Délégation de l'Union Européenne au Togo et MM Amadou HEBIE et Wim IMPENS de la Délégation de l'Union Européenne au Burkina Faso ;
 - le Représentant de l'Agence Française de Développement, M. Jean-René CUZON ;

- le Représentant de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement, Mme Begoña RUBIO ;
- le représentant du ROPPA, M. Mamadou CISSOKHO ;
- Le représentant de la BIDC, M. Hugues GOA ;
- Le Directeur Exécutif du Hub Rural, M. Yamar MBODJ.

Le Commissaire en charge de la Sécurité Alimentaire, des Mines et de l'Environnement de la Commission de l'UEMOA, qui assure la vice-Présidence du Comité, ainsi que le Directeur de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la Commission de l'UEMOA (membre du comité de pilotage, n'ont pas pu effectuer le déplacement à Lomé.

La liste complète des participants est jointe en annexe.

II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

2.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par cinq allocutions : M. Ousséini SALIFOU, Directeur Exécutif de l'ARAA, M. Stéphane MEERT Chargé d'affaires de la DUE au Togo représentant la Commission de l'Union Européenne, M. Djibo BAGNA Président du ROPPA, Dr Lapodini Marc ATOUGA, Commissaire AERE sortant de la CEDEAO et M. Tchambakou AYASSOR, Commissaire AERE entrant de la CEDEAO.

Dans son mot de bienvenue, **M. Ousseini SALIFOU, Directeur Exécutif de l'ARAA** a souhaité la bienvenue à l'ensemble des délégations et invités présents à la rencontre. Il a ensuite remercié le Commissaire AERE sortant pour le travail abattu et félicité le Commissaire AERE entrant pour sa nomination et s'est réjoui du fait que le nouveau Commissaire ait une expérience reconnue du secteur agricole en Afrique de l'Ouest. Il a ensuite rappelé les objectifs du projet Stock-CEDEAO et apprécié positivement la mise en place de l'équipe de l'Unité technique de Gestion de la Réserve qui vient de prendre fonction. Il a déclaré que les retards pris dans la mise en œuvre du projet seront rattrapés. Il a terminé son propos en remerciant les opérateurs et délégataires de mise en œuvre du projet Stock CEDEAO que sont l'AFD, le CILSS et l'AECID.

S'exprimant au nom de Mme Carla MONTESI, Directrice « Afrique de l'Ouest et Centrale » à la Direction générale de la Coopération Internationale et du développement de la Commission Européenne, **M. Stéphane MEERT, Chargé d'affaires de la DUE au Togo**, a félicité le nouveau Commissaire AERE pour sa nomination et remercié le Commissaire sortant pour le travail réalisé pendant les quatre (04) ans de son mandat. Il a ensuite relevé les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet Stock-CEDEAO notamment le retard accusé dans le démarrage effectif, deux (02) ans après la signature de la convention entre l'UE et la CEDEAO. Il a rappelé la déclaration faite en 2015 à Milan par SEM Kadré Désiré Ouedraogo Président de la Commission de la CEDEAO de « tout faire pour faciliter la mise en œuvre du projet ». Il a par ailleurs informé le comité de pilotage, de la publication des termes de références pour la mission d'évaluation à mi-parcours du projet qui devrait commencer en Juin 2016. Les conclusions de cette évaluation à mi-parcours devraient permettre de réorienter au besoin, les objectifs du projet pour tenir compte du temps qui reste pour sa mise en œuvre, l'option extrême de réallouer les ressources ailleurs n'étant pas une option envisageable à l'heure actuelle. Il a terminé son propos en rappelant l'importance de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) pour les Etats et pour les populations de la région.

Monsieur Djibo BAGNA, Président du ROPPA a relevé l'existence d'une crise dans la mise en œuvre du projet entre la CEDEAO et ses partenaires et que les organisations

paysannes peuvent être mises à profit pour orienter la mise en œuvre du projet. Il a par la suite abordé la question des achats locaux des céréales au profit de la RRSA dans le but d'offrir des débouchés pour la production des organisations paysannes. Il a insisté sur la nécessité de redonner du souffle à « la Task Force pour la mise en œuvre de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest ». Enfin il a souligné l'importance pour les institutions régionales (CEDEAO et UEMOA) de contribuer significativement au financement de leurs politiques régionales sans quoi elles ne pourront pas en garder le contrôle.

Docteur Lapodini Marc ATOUGA, Commissaire sortant en charge de l'Agriculture, l'Environnement et les Ressources en Eau (AERE), a tenu à remercier tous les acteurs pour le soutien et les appuis qu'il a reçus pendant son mandat à la tête du département AERE. Il a rappelé l'importance de la RRSA dans la mise en œuvre de la politique agricole de la CEDEAO. Il a ensuite rappelé que les retards pris dans la mise en œuvre du projet Stock-CEDEAO sont en partie dus à la rigidité observée dans les procédures des différents intervenants. Cette situation a nécessité des négociations qui ont pris du temps. Il a terminé son propos en remerciant une fois de plus les acteurs du projet et réitéré sa disponibilité à continuer à accompagner le processus. Le Commissaire sortant a indiqué que la CEDEAO se doit de mobiliser ses financements propres pour également contribuer à la Réserve sur la base de ses propres procédures.

Monsieur Tchambakou AYASSOR, Commissaire entrant chargé de l'AERE a remercié les partenaires pour leurs félicitations et leurs encouragements lors de sa prise de fonction intervenue le 11 Mars 2016. Il a rappelé l'importance de la RRSA pour la mise en œuvre de la politique agricole de la CEDEAO et aussi pour les populations de la région. Le Commissaire AYASSOR a rappelé le processus qui a conduit à l'opérationnalisation de la RRSA, le retard pris dans le démarrage et les acquis au niveau du Centre Régional AGRHYMET et de l'ARAA (études réalisées dans le cadre du PASANAO, lancement de l'appel à proposition pour les organismes de stockage, études « communication » et « suivi-évaluation », et le lancement d'ECOAGRIS. Le commissaire s'est engagé à assurer la mise en œuvre des conclusions et des recommandations du comité de pilotage.

2.2. Synthèse des acquis du projet

Le Chef de l'Unité Technique de Gestion de la Réserve (UTGR) a présenté au comité de pilotage les sept (7) experts en service à l'ARAA et le responsable de la composante 4 « ECOAGRIS » au niveau du Centre régional AGRHYMET. Un état de la mise en œuvre des vingt (20) recommandations de la réunion de programmation du projet tenue en février 2015 a été fait. Il ressort de cette présentation que la majorité des recommandations a été totalement ou partiellement mise en œuvre.

Les principaux acquis à ce jour du Projet Stock CEDEAO sont les suivants :

- la mise en place de l'équipe technique de gestion de la RRSA (5 experts), ainsi que de l'expert en passation des marchés et de l'expert en communication au niveau de l'ARAA, et du personnel de la composante 4 « ECOAGRIS » au niveau du Centre Régional AGRHYMET (16 experts recrutés sur les 17 prévus) ;
- la publication du dossier d'appel à proposition pour le stockage et l'entretien des stocks physiques de la RRSA ;
- l'élaboration du dossier d'appel d'offre pour le premier achat de céréales pour la réserve physique de 15 000 tonnes ;

- l'élaboration d'un certain nombre de Termes de Références (TDR) pour les études de base pour l'implémentation de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire, notamment :
 - o le recrutement d'un expert régional logistique pour le diagnostic qualité des infrastructures de stockage ;
 - o la capitalisation des bonnes pratiques nationales de gestion des stocks de sécurité et élaboration d'un code de conduite sur la gouvernance des stocks ;
 - o l'état des lieux sur les législations, les modes de gestion et les mécanismes financiers en vigueur dans les Etats membres ;
 - o les plans de contingences nationaux et le plan de contingence régional ;
 - o la conception du manuel de procédures et de gestion de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ;
 - o la campagne d'information des Organisations Paysannes sur la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ;
- les rencontres avec les structures nationales de stockage ainsi que le RESOGEST pour la mise en œuvre de la composante 2 ;
- une séance de travail avec l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT) sur les instruments de gouvernance et la gestion des stocks suivie de la visite guidée de leurs magasins de stockage ;
- une séance de travail avec le Secrétariat Permanent du Conseil National de Sécurité Alimentaire du Burkina Faso (SP-CNSA), tutelle de la Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité (SONAGESS) ;
- la participation à l'atelier régional sur les stocks de proximité organisé par OXFAM et SOS Faim, au cours duquel la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire et ses modalités de mise en œuvre ont été présentées aux stockeurs de proximité notamment les organisations paysannes ;
- une rencontre avec l'ONG OXFAM sur le stockage de proximité ainsi que les rencontres de travail avec les Organisations Paysannes notamment le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) pour la mise en œuvre de la composante 3 ;
- une séance de travail avec la délégation de l'Union Européenne de Ouagadougou ;
- la participation à l'atelier sur la contractualisation et la bourse agricole régionale de céréales en Afrique de l'Ouest avec présentation de la réserve aux organisations du Réseau Ouest Africain des Céréaliers (ROAC) dans le cadre du rôle important qu'ils doivent jouer pour l'approvisionnement en céréales de la réserve pour la mise en œuvre de la composante 1 ;
- au titre de la mise en œuvre de la composante 4 « ECOAGRIS » :
 - o l'évaluation détaillée de la phase pilote de la composante ECOAGRIS ;
 - o la définition et la validation des indicateurs ECOAGRIS dans 17 pays et au niveau régional ;
 - o la mise en place du Cadre institutionnel ECOAGRIS dans les 17 pays (7 pays ont signé leur Arrêté ministériel de formalisation du CNE) ;

- les appuis catalytiques dans 04 pays pour les « *Outcome Analysis* » et l'actualisation des profils HEA (*household economy approach*) ;
- l'organisation des cycles d'analyse « cadre harmonisé » (CH) dans les 16 pays et dans 08 Etats du Nord du Nigéria ;
- le cycle de formation de 20 techniciens supérieurs ressortissants des 17 pays en option réseau et base de données.

Le bilan financier pour l'année 2015 se présente comme suit :

- un montant cumulé de 5 562 037 Euros reçus en 2015 ;
- des engagements financiers de 1 692 413,86 euros au 31/12/2015 ;
- un budget 2016 de 13 832 987 Euros a été présenté au Comité de pilotage. Des observations ont été formulées sur les activités nécessitant la révision de ce budget.

La présentation s'est terminée avec un certain nombre de suggestions à l'endroit du comité de pilotage du projet Stock-CEDEAO. Le Comité de Pilotage a analysé minutieusement ces suggestions. Celles présentées sur la composante 4 n'ont pas fait l'objet d'opposition des membres du comité de pilotage qui ont pris acte de la requête du CILSS et l'encourage à renforcer des acquis obtenus.

2.3. Synthèse du Plan de Travail et Budget Annuel 2016

Les principales activités proposées sur la période de janvier à décembre 2016 se présentent comme suit :

1) Composante 1 :

- a. achat du premier stock de céréales (15 000 tonnes) et préparation des achats de farines enrichies (2 600 tonnes) et du deuxième achat de céréales (16 500 tonnes) ;
- b. contractualisation avec les structures nationales de stockage ;
- c. opérations de vérification de la qualité des magasins ;
- d. opérations de suivi et de contrôle des stocks dans les magasins ;
- e. étude sur la capitalisation des bonnes pratiques nationales de gestion des stocks de sécurité et élaboration d'un code de conduite sur la gouvernance des stocks nationaux.

2) Composante 2 :

- a. appui à l'harmonisation des politiques nationales de stockage de sécurité ;
- b. appui au développement des capacités du RESOGEST et de ses membres en vue d'accroître la mutualisation des compétences techniques et l'utilisation des réserves alimentaires nationales à l'échelle régionale. L'activité programmée vise à la planification participative avec RESOGEST des activités de la composante 2 et la sensibilisation pour la mutualisation des stocks nationaux.

3) Composante 3 :

- a. appui à l'amélioration de la connaissance des stocks de proximité existants, des législations, des modes de gestion technique et des mécanismes financiers en vigueur (le lancement de l'étude sur l'état des lieux sur les législations, les modes de gestion et les mécanismes financiers en vigueur dans les Etats membres)

- b. appui à la formalisation du réseau des acteurs de stocks de proximité ; conception participative d'une stratégie de promotion des stocks de proximité insérée dans la stratégie régionale de stockage ;
- c. études préparatoires et capitalisation sur les systèmes d'assurances récolte et production de TDR pour le soutien à des opérations pilotes de gestion des risques.

4) Composante 4 :

- a. mettre en place la Cellule technique de coordination régionale ECOAGRIS par provision de moyens humains et matériels ;
- b. appuyer la mise en place et le fonctionnement des comités techniques ECOAGRIS dans les pays ;
- c. appuyer la maintenance et l'extension des équipements informatiques (hardware et software) et leur interconnexion ;
- d. développer les systèmes d'information (modules thématiques) ;
- e. mettre à jour régulièrement les bases de données intégrées au niveau des 4 sites régionaux (CILSS/CRA, UEMOA/Ouaga, CEDEAO/CIC Abuja, CEDEAO/CIC Lomé) ;
- f. renforcer les capacités nationales dans la collecte, le traitement, l'archivage et l'analyse des données primaires sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- g. organiser des ateliers techniques sur les améliorations méthodologiques des outils utilisés pour la collecte et l'analyse des données sur les moyens d'existence des ménages ;
- h. appuyer les systèmes d'alerte précoce (SAP) pour une meilleure intégration des enquêtes sur les moyens d'existence ;
- i. appuyer les enquêtes ménages dans tous les pays CEDEAO/CILSS ;
- j. établir une situation de référence pour les différents types de stocks au démarrage du projet ;
- k. élaborer une méthodologie appropriée de suivi des stocks (stocks de proximité, stocks privés, stocks nationaux de sécurité) ;
- l. appuyer la mise en œuvre du système de suivi périodique des stocks via une cellule régionale de suivi des stocks dans le cadre du RESOGEST ;
- m. améliorer l'outil Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risques et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- n. appuyer la mise en place et l'animation des cellules nationales en charge des analyses du Cadre Harmonisé ;
- o. appuyer techniquement et financièrement l'organisation des ateliers nationaux et régionaux d'analyse du Cadre Harmonisé dans les pays membres de la CEDEAO et du CILSS ;
- p. promouvoir le Cadre Harmonisé dans les pays non encore couverts ;
- q. élaborer et diffuser les outils d'information et de communication sur le Cadre Harmonisé.

5) Composante 5 :

- a. appui au fonctionnement de la Cellule d'Information et d'aide à la décision et à la réalisation des outils d'aide à la décision ;
- b. appui à l'harmonisation des critères de déclenchement des réserves nationales et de la réserve régionale, intégrant la concertation entre les parties prenantes du financement des stocks à l'échelle nationale et régionale ;
- c. lancement du processus d'élaboration des plans de contingences nationaux et le plan de contingence régional ;
- d. contractualisation pour la campagne d'information des Organisations Paysannes sur la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ;
- e. appui à la mise en place et au fonctionnement du mécanisme de mobilisation et de reconstitution de la réserve alimentaire régionale. La conception du manuel de procédures et de gestion de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire ;
- f. appui global - renforcement des capacités globales de l'ARAA ;
- g. appui à la cellule de coordination.

La présentation du plan d'activités a été suivie d'une brève présentation du plan de passation des marchés de janvier 2016 à Juin 2017. La mise en œuvre de ce plan en appui à la réalisation du plan d'activités nécessitera la prise de mesure opérationnelle visant à faciliter son exécution :

- la publication d'un avis général de passation des marchés visant à créer une base de données de consultants (individuelle et cabinets) pour la mise en place rapide des listes restreintes de consultants qui seront consultés ;
- pour les appels d'offres internationaux la mise en place d'un comité ad hoc d'appel d'offres.

L'ensemble des dispositions spécifiques devront être contenus dans un document à soumettre pour avis de non objection de l'AFD.

2.4. Les échanges à la suite des présentations

Les participants ont échangé et débattu sur les questions diverses suivantes :

- le retard pris dans le démarrage du projet et dans la mise en place de l'équipe technique au sein de l'ARAA. Le représentant du CILSS a notamment indiqué qu'il fallait éviter un trop grand écart de mise en œuvre entre la composante 4 et les autres qui devraient être alimentées par celle-ci ;
- la revue à mi-parcours du projet Stock-CEDEAO pour laquelle les TDR ont été envoyés par la DUE Burkina Faso pour amendement. Revenant sur la demande adressée à l'UE de faire réaliser cette étude en décembre 2016 (date qui correspond à la moitié du temps du projet) plutôt qu'en juin, le représentant de l'UE a déclaré que la date de mai-juin devrait être maintenue ;
- l'origine des produits à acheter par le projet Stock-CEDEAO au regard des procédures de l'UE et la possibilité de demander une dérogation pour les achats locaux. A cette question, le représentant de l'UE a confirmé la possibilité de demander une dérogation à la clause d'origine formulée dans la Convention AFD-UE. Il a ajouté cependant que cela pouvait prendre du temps avant d'avoir une réponse, et qu'il fallait faire très vite et lancer au plus tôt le 1^{er} appel d'offre d'achat de céréales. Il a également rappelé que les produits étant très spécifiques pour certains (mil, sorgho), cela laissait un réel avantage comparatif aux fournisseurs ouest africains ;

- en réponse à l'intervention de l'UE sur l'origine des produits, le représentant de l'AFD a confirmé qu'il avait pris bonne note de l'intervention du représentant de la DUE de Lomé, qui a mentionné qu'en l'absence de dérogation, le respect des clauses d'origine du FED (origine UE+ACP) s'imposait, sous peine de voir l'UE déclarer l'activité en question (les achats de céréales) inéligible. Il a confirmé que l'AFD respecterait bien cette obligation pour le 1^{er} appel d'offre et que pour les appels d'offres suivants, les modalités dépendront de l'octroi ou non de la dérogation au niveau de l'UE ; il a toutefois mentionné le manque de cohérence de la position de l'UE sur ce sujet, car dans le même temps, elle a pris des engagements au niveau international, notamment la Convention relative à l'assistance alimentaire de 2012 qui encourage les parties signataires (dont l'UE fait partie) à favoriser les achats locaux/régionaux ;
- parlant au nom du ROPPA, M. CISSOKHO a rappelé la nécessité pour la CEDEAO d'apporter sa contribution à la mise en œuvre de la RRSA tel que prévu dans le montage de la RRSA et ce, afin de ne plus avoir à se poser la question des conditions d'achats ;
- la possibilité pour d'autres bailleurs de fonds de contribuer à la mise en œuvre de la RRSA ;
- la nécessité de remobiliser la task-force qui a piloté la mise en place de la RRSA pour accompagner l'équipe technique de mise en œuvre du projet Stock-CEDEAO et la mise en place de la Réserve Régionale ;
- la nécessité de bien distinguer le rôle du projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire régional financé par l'UE et de celui de la RRSA ; il ne faut pas faire l'amalgame entre le projet et la réserve, le premier étant destiné à appuyer la seconde ;
- le rôle des Organisations Paysannes dans la mise en œuvre du projet et la nécessité de les impliquer avant la signature des conventions avec les partenaires ;
- l'utilisation des magasins des sociétés nationales de stockage pour abriter les stocks de la réserve et l'utilisation de leur expertise pour l'entretien du stock. L'accent a notamment été mis sur le coût qu'allait représenter la gestion de ce stock régional alors que les pays devaient initialement mettre à disposition des magasins de stockage pour leur contribution à la réserve ; à ce sujet, le représentant de l'AFD a rappelé que : 1) le coût de stockage avait bien été inclus dans le budget du projet et que cette activité était donc éligible ; et 2) que la négociation entre la CEDEAO et ses Etats membres pour la mise à disposition de magasins pour la Réserve allait prendre du temps et que dans l'intervalle, il était nécessaire de disposer au plus tôt de magasins, dans la mesure où on visait d'acheter des céréales dans les prochains mois ;
- l'engagement des États à mobiliser 5% de leurs stocks nationaux de sécurité alimentaire au profit de la Réserve Régionale ;
- le fait de lancer l'appel d'offre pour le premier achat de céréales alors que la région est entrain de rentrer en période de soudure avec le risque de perturber le fonctionnement des marchés. A cela il a été répondu que selon les récentes conclusions du RPCA, la saison agricole 2015 a été bonne, et donc que ces achats ne perturberaient pas les marchés ;
- la finalisation des outils de communication conformément aux dispositions des TDR et de la Convention de financement signée entre la CEDEAO et l'UE.

Répondant aux différentes questions, le Commissaire de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau (CAERE) a indiqué que la CEDEAO a alloué pour 2016 un million

d'UC pour le fonds régional ECOWADF. Il a par ailleurs signalé la contribution de l'UEMOA à la construction de magasins de stockage pour plus de 3 milliards de FCFA par pays dans huit pays membres de la CEDEAO.

Le Directeur de l'Agriculture de la CEDEAO a signalé que face à la crise du virus à Ebola et aux crises de sécurité que la région a connues, la CEDEAO avait pris des mesures d'urgence pour venir en aide aux populations vulnérables, ce qui justifie l'utilisation des 24 milliards de contribution prévus. Il a confirmé la nouvelle dotation d'un million d'unités de compte.

Le Directeur exécutif de l'ARAA, après avoir remercié les partenaires pour leurs apports, a signalé que la Reserve reste un engagement fort des Chefs d'Etat de la CEDEAO et les efforts seront faits pour atteindre les résultats escomptés.

Le Chef de l'Unité Technique de Gestion de la Reserve a clarifié la question sur le stockage en disant que les structures nationales de stockage des pays de la CEDEAO seront mobilisées pour réceptionner les produits physiques de la réserve. Ce sont des prestations de services de réception, de stockage et d'entretien qui ont été budgétisés sur la ligne « coût de stockage ».

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux, le Rapport annuel d'activités 2015 et le Plan de Travail Budget Annuel 2016 ont été adoptés sous réserve des amendements du Comité de pilotage.

Pour une mise en œuvre rapide et efficace du projet, des recommandations ont été formulées à l'endroit de la CEDEAO, du CILSS et de l'Union Européenne.

CEDEAO :

- 1- diligenter la formalisation par la Commission de la CEDEAO d'un acte juridique portant création du Comité de Gestion de la RRSA ;
- 2- modifier le règlement C/REG.1/08/11 établissant l'ARAA pour intégrer l'Unité Technique de Gestion de la Réserve (UTGR) dans l'Organigramme tel qu'adopté par le Comité Technique Ministériel Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO à Dakar. Introduire le nouvel organigramme adopté par le Comité technique auprès des organes statutaires de la CEDEAO pour sa validation ;
- 3- prendre en compte la contrainte D +3 (car aucun contrat ne pourra être signé au delà de juin 2017) pour la passation de tous les marchés prévus pour toute la durée du Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire y compris les contrats des experts recrutés ;
- 4- s'appuyer sur les travaux de la taskforce et l'expérience de ses membres pour accompagner le processus d'opérationnalisation de la Reserve Régionale de Sécurité Alimentaire notamment pour valider les études sur la Réserve financière et sur la cartographie des stocks privés réalisées par le PASANAO ;
- 5- pour le premier achat de vivres, autoriser le recours à une procédure d'Appel d'offre international, conformément aux dispositions contractuelles entre la CEDEAO et l'UE ;
- 6- poursuivre le processus de demande de dérogation auprès de l'UE en vue de donner la priorité aux achats régionaux dans le cadre des prochains achats de vivres prévus sur le projet d'appui au stockage de sécurité en Afrique de l'Ouest ;
- 7- veiller au déblocage de la contribution financière de la CEDEAO pour abonder le fonds ECOWADF (FRAA), destiné au financement des projets par l'ARAA (particulièrement la RRSA et autres priorités stratégiques) ;
- 8- mettre en place un Comité Ad Hoc d'appel d'offre pour la passation des marchés des différents appels sur le Projet Stock CEDEAO ;

- 9- élaborer un manuel de projet regroupant l'ensemble des dispositions pratiques de mise en œuvre du projet y inclus la passation des marchés ;
- 10- en complément aux stocks de vivres mis en place dans le cadre du projet, pour la constitution de la réserve physique, encourager des Etats membres de la CEDEAO à mobiliser la contribution de 5% des stocks nationaux de sécurité alimentaire, tel que cela est prévu dans la convention relative au RESOGEST; préparer et faire adopter par les membres du RESOGEST les mécanismes institutionnels devant traduire cet engagement.

Unité Technique de Gestion de la Réserve (UTGR) :

- 11- donner la priorité à la préparation de tous les DAO à lancer (avec l'objectif de la signature de tous les marchés avant le 30 juin 2017) ;
- 12- s'appuyer sur les capacités et l'expertise des structures nationales en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire pour assurer la gestion des stocks de la RRSA en vue de minimiser les coûts afférents à cette opération ;
- 13- budgétiser et recruter le comptable du projet.

Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) :

- 14- recruter un assistant technique au profit de la CEDEAO prévu au niveau de la composante ECOAGRIS et réaménager le budget de ladite composante ;
- 15- appliquer la nouvelle grille salariale du CILSS au personnel ECOAGRIS en relation avec la DUE à Niamey.

Union Européenne (UE) :

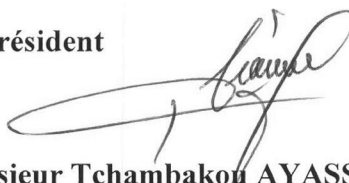
- 16- donner une suite favorable aux requêtes de réaménagement budgétaire et d'alignement du personnel ECOAGRIS à la nouvelle grille salariale du CILSS ;
- 17- programmer la date de l'évaluation à mi-parcours pour fin décembre 2016 au lieu de juin 2016 conformément à la convention signée le 13 juin 2013 entre l'UE et la CEDEAO ;
- 18- finaliser les outils de communication conformément aux dispositions des termes de références et de la Convention de financement signée entre la CEDEAO et l'UE et veiller à récupérer les supports de communications exploitables/modifiables auprès du Consultant en vue de pouvoir procéder plus tard à d'autres améliorations.

IV. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture a été marquée par le mot de remerciement du Commissaire AERE à l'ensemble des participants. Le Commissaire a rassuré les membres du Comité de Pilotage de son engagement à mettre en œuvre les conclusions et les recommandations du comité de pilotage du projet Stock CEDEAO 2016.

Fait à Lomé, le 22 Mars 2016,

Le Président



Monsieur Tchambakon AYASSOR

*Commissaire chargé de l'Agriculture,
de l'Environnement et des Ressources en Eau*

Annexe : Liste des participants au Comité de pilotage du projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest du 22 mars 2016

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
1	Burkina Faso	BA DIAO Maty	Coordonnatrice Régionale PRAPS	CILSS	Maty.ba-diao@cilss.bf
2	Burkina Faso	HINSA Adamou	Expert Suivi Evaluation	CILSS	Hinsa.adamou@cilss.bf
3	Burkina Faso	OUEDRAOGO Alex	Gestionnaire financier	CILSS	Alex.ouedraogo@cilss.bf
4	Burkina Faso	COMPAORE Félix de Valois E	Coordonnateur P2RS	CILSS	Felix.compaore@cilss.bf
5	Burkina Faso	DANKOULOU Abdoul karim	Chargé de communication	SE/CILSS	+226 75 05 37 77
6	Burkina Faso	BIKIENGA Issa Martin	Coordonnateur	Cellule Technique AGIR	Issa.bikienga@cilss.bf
7	Burkina Faso	SANOOU Souleymane	Chef UAM/AFC	SE/CILSS	Souleymane.sanou@cilss.bf
8	Burkina Faso	HAMADOUM Mahalmoudou	Coordonnateur PRA-SA-POP-LCD	CILSS	Mahalmoudou.hamadoum@cilss.bf
9	Burkina Faso	ROUAMBA Pascal	Conseiller Régional	Coopération Suisse	
10	Burkina Faso	IMPENS WIM	Chef Section Dev Rural et Environnement	DUE	Wim.impens@ec.europa.eu
11	Burkina Faso	HEBIE Amadou	Chargé de programme Résilience Sécurité Alimentaire	DUE	Amadou.hebie@eens.europa.eu
12	Burkina Faso	SANOOU Soumaila	Président	ROAC	cieb@fasonet.bf
13	Espagne	BEGOMA Rubio	Coordonnatrice Programme CEDEAO/AECID	AECID	Begonia.rubio@maec.es
14	Espagne	LAURA Pinuela	Conseillère Régionale	AECID	Laura.pinuela@aecid.es
15	Espagne	VILLARRUBIA Gabriel	Assistant Technique ARAA	Coopération Espagnole	gvillarrubia@fiapp.org

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
16	Espagne	GARCIA REYES Elena	Technicienne Coop Régionale	AECID	Elena.garcia@aacid.es
17	France	ZOUNDI Sibiri Jean	Administrateur principal	Secrétariat CSAO/OCDE	Sibirjean.zoundi@ocde.org
18	France	CUZON Jean René	Chef de projet	AFD	cuzonjr@afd.fr
19	France	PAJOT Franck	Expert S/E	CEDEAO/ARAA	Franck_pajot@hotmail.com
20	Mali	OUEDRAOGO Sibiri Jean	Chef Département DREAM	INSAH/CILSS	Sibiri.ouedraogo@insah.org
21	Mali	CISSE Moussa	Coordonnateur PRA/Accès aux marchés	CILSS INSAH	Moussa.cisse@insah.org
22	Mali	SOME Antoine	Directeur Général	INSAH/CILSS	Ansome30@hotmail.com
23	Niger	Dr. Damien Hauswirth	AT DG CRA	CILSS/AGRHYMET	damienh@yahoo.fr
24	Niger	LAUNA Issaka	Expert Changement Climatique	CILSS/AGRHYMET	i.lona@agrhytmet.ne
25	Niger	SAMAKE Mamadou	Chef Département Appui Technique	CILSS/AGRHYMET	m.samake@agrhytmet.ne
26	Niger	ALFARI Issifou	Chef DIR	CILSS/AGRHYMET	i.alfari@agrhytmet.ne
27	Niger	TRAORE Sy Martial	R/D SAM	CILSS/AGRHYMET	m.traore@agrhytmet.ne
28	Niger	MAMA Moussa	Responsable ECOAGRIS	AGRHYMET/CILSS	m.mama@agrhytmet.ne
29	Niger	DADE Haya	Expert Bases de données	CRA/CILSS	h.dade@agrhytmet.ne
30	Niger	Bagna Djibo	Président	ROPPA	Bagna.djibo@yahoo.fr
31	Nigeria	NEYRA Gabriel	Chargé de projets	AFD	neyrag@afd.fr
32	Nigeria	HUMBERT Gabrielle	AT Filière	DADR/CEDEAO	Filiere.plmf@sogecom.com
33	Nigeria	HAAS Pierre	Conseiller Technique	DAERE/CEDEAO	Pierre.haas.ecowas@gmail.com
34	Nigeria	EKLU Daniel	Directeur Affaires humanitaires et sociales	CEDEAO	daneklu@yahoo.fr
35	Nigeria	AYASSOR Tchambakou	Commissaire	CEDEAO	Tchambakou.ayassor1952@gmail.com

208

N°	PAYS	NOM ET PRENOM	FONCTION	INSTITUTION	EMAIL
36	Nigeria	TRAORE Sy Alain	DADR	ECOWAS	atraore@ecowas.int
37	Sénégal	CHEIKH Cissokho	Président d'honneur	ROPPA	
38	Sénégal	YAMAR Mbodj	Directeur Exécutif	Hub Rural	yama
39	Togo	ALABI Lawani	Secrétaire permanent	CONACILSS TOGO	
40	Togo	SALIFOU Ousseini	Directeur Exécutif	ARAA/CEDEAO	osalifou@ecowas.int
41	Togo	ATOUGA Lapodini Marc	Consultant	Bureau Etude International	Lapo_atouga@yahoo.fr
42	Togo	MEERT Stéphane	Chef des opérations	UE	Stephane.meert@ec.europa.eu
43	Togo	ALAGBE Jonas	Responsable des opérations	ARAA/CEDEAO	Jonas_fort@yahoo.fr
44	Togo	TIENON Célestin	Expert Passation des Marchés	ARAA/CEDEAO	tienscelestin@hotmail.com
45	Togo	DABIRE Francis	Expert Communication	ARAA/CEDEAO	Francis_dab@yahoo.fr
46	Togo	HOUSSOU-GOE Septime	Analyste Sécurité Alimentaire et Marché	ARAA/CEDEAO	hseptime@gmail.com
47	Togo	KONATE Amadou Mactar	Coordonnateur PASANAO	ARAA/CEDEAO	konatemactar@gmail.com
48	Togo	YABOURI Nahmsath	Expert Statisticien Informaticien	ARAA/CEDEAO	nyabouri@gmail.com
49	Togo	LOMPO Malick	Responsable Cellule Info-Stocks	ARAA/CEDEAO	mlompo@gmail.com
50	Togo	KOLANI Kanfitin	Expert Sécurité Alimentaire	ARAA/CEDEAO	kkolani@yahoo.fr
51	Togo	GUISSOU Richard	Expert Planification	ARAA/CEDEAO	richardguissou@yahoo.fr
52	Togo	ZONGO Mohamed	Chef AF	ARAA/CEDEAO	zongomoha@yahoo.fr
53	Togo	GLE Koffi Emmanuel	Chef UTGR	ARAA/CEDEAO	emmanuelgle@gmail.com
54	Togo	NOUATIN Charles G	Secrétaire Exécutif	ROAC	nouatincharles@yahoo.fr
55	Togo	BILGO Ablassé	Chef UT	ARAA/CEDEAO	ablassbilgo@yahoo.fr